

# Le pouvoir aux travailleurs

12 NOVEMBRE 2006

N° 128

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<b>EDITORIAL:</b>	
- LEURS AFFRONTEMENTS NE SONT PAS LES NÔTRES. CE SONT NOS INTÉRÊTS DE TRAVAILLEURS ET DE PAUVRES QUE NOUS AVONS A DÉFENDRE .....	2 - 3
- AU BORD DU PRÉCIPICE .....	4 -
- FILIÈRE CAFÉ-CACAO: CAISSE NOIRE DU POUVOIR .....	7 - 8
- LA CNPS FÊTE SES 50 ANS DE SERVICE, MAIS DE MOINS EN MOINS EN FAVEUR DES PETITS SALARIÉS .....	8 - 9
- QUAND LE PRÉSIDENT DEMANDE AUX TRAVAILLEURS D'ÉPARGNER .....	9 - 10
- EXCISION: BIENVEILLANCE CRIMINELLE DES DIRIGEANTS ET DES JOURNALISTES .....	11
- LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE DIGNITÉ EST AU SERVICE DU PALAIS PRÉSIDENTIEL, MAIS PAS DES TRAVAILLEURS.....	11 - 12
- LES POPULATIONS DE NIANGON DISENT NON AUX MILICES GPP..	12 - 13
- PÉNURIE DE GAZ A ABIDJAN, L'ÉTAT COMPLICE DU VOL DES REVENDEURS .....	13
- ABOBO: COUPURE D'EAU ET MÉPRIS DE LA SODECI .....	14
- CHANTIER DU CENTRE AÉRÉ DE LA BECEAO A COCODY GBATA : LE MÉPRIS DES PATRONS PROVOQUE UN ACCIDENT GRAVE .....	14 - 15
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON. TÉMOIGNAGE D'UN JOURNALIER .....	15 - 16

**LEURS AFFRONTEMENTS NE SONT PAS LES NOTRES. CE SONT NOS INTERETS DE TRAVAILLEURS ET DE PAUVRES QUE NOUS AVONS À DÉFENDRE**

Dans les quartiers populaires, tout le monde a poussé un soupir de soulagement en constatant que ni le 31 octobre, ni le 1<sup>er</sup> novembre, il n'y avait pas eu d'affrontements dans les rues d'Abidjan. La fin du prolongement de son mandat accordé par l'ONU à Gbagbo ne s'est pas traduite par un bain de sang. Ni le FPI ni l'opposition n'ont pris l'initiative de mobiliser leurs troupes.

**Mais, jusqu'à quand ?**

Chacun sait que rien n'est réglé et que le conflit pour le pouvoir, pour le moment latent, peut à chaque instant conduire à de nouvelles explosions.

Nul ne peut prédire qui va sortir vainqueur de ce conflit. Mais le perdant, ce sont les classes populaires, c'est-à-dire l'immense majorité de la population. Elles sont perdantes depuis le début. Perdantes du fait de l'accroissement de la pauvreté, des fermetures d'entreprises et de la difficulté à trouver du travail à Abidjan et de l'aggravation de la misère dans ceux des villages où, en raison du conflit, les terres ne sont plus cultivées et où se nourrir devient un problème de plus en plus difficile à surmonter.

Mais le pire n'est peut-être même pas là. Le pire, c'est la méfiance, l'hostilité, propagées d'en haut par les dirigeants au nom de l'« ivoirité » ou de l'ethnisme. Le pire, c'est que, dans les quartiers populaires, à l'intérieur de la même cour, où ne logent que des exploités, au travail ou au chômage, on en vient à s'observer avec crainte, se méfier de ce qu'on dit ou de ce qu'on ne dit pas. Et chacun sait que tout cela peut conduire à des affrontements sanglants, comme il s'en produit déjà dans certains villages.

Et nous ne pouvons compter sur personne d'autre que sur nous-mêmes pour nous en protéger. Nous ne pouvons pas compter sur les chefs d'État africains et leurs marchandages à Abuja ou à Addis Abeba qui viennent de montrer leur inefficacité totale pour stopper la crise en Côte-d'Ivoire.

**Mais comment s'en étonner ?**

Ces chefs d'État oppriment leurs propres peuples, aident les groupes capitalistes locaux ou internationaux à les exploiter.

Comment pourraient-ils prendre des décisions favorables aux classes populaires de Côte-d'Ivoire alors qu'ils n'en prennent pas pour les leurs ?

On ne peut, bien sûr, pas compter, non plus, sur les grandes puissances, et surtout pas sur la France dont les soldats sont présents dans le pays. Ses troupes ne sont pas là pour protéger la population ivoirienne, mais pour protéger les capitaux français.

Comment cette armée française, l'armée qui a imposé la domination coloniale, l'armée qui a prolongé une autre forme de domination économique au temps de Houphouët-Boigny et après, comment cette armée pourrait-elle et pourquoi voudrait-elle protéger, d'un seul coup, la population ivoirienne ?

Bien sûr, lorsque Gbagbo et son clan se posent en défenseurs de l'intérêt de tout le peuple en dénonçant la France et ses interventions dans la vie de la Côte-d'Ivoire, c'est de

la démagogie. Car, comme ses prédécesseurs, Gbagbo-accepte, favorise même la mainmise de grands groupes genre Bouygues et Bolloré sur l'économie de ce pays.

Et on comprend que ceux qui sont originaires du Nord se méfient de cette démagogie qui n'est faite que pour conforter le clan de Gbagbo au pouvoir. Mais, pour autant, ceux qui espèrent que l'armée française les protégera se trompent et se bercent eux-mêmes de faux espoirs.

Alors, il nous faut savoir que, dans leur guerre pour le pouvoir, le seul rôle qu'ils nous réservent les uns et les autres, c'est le rôle de la victime. Il n'est pas de notre intérêt de prendre parti dans leurs rivalités. Gbagbo n'est pas plus l'ami des classes populaires du Sud que Ouattara ou Soro ne sont les amis de la population originaire du Nord. Qu'ont-ils fait, les uns ou les autres, pour rendre moins dur le sort des exploités et des pauvres ? Quant à l'impérialisme français, la seule chose qui l'intéresse, c'est que se perpétuent le pillage de la Côte-d'Ivoire et l'exploitation de ses travailleurs.

En revanche, entre travailleurs, jobeurs ou chômeurs de toutes origines, nous avons tout en commun, à commencer par notre misère et par le fait que c'est nous, travailleurs des usines, des chantiers, des plantations, qui créons les richesses de ce pays sans en profiter. Si, malgré le déclin économique qui dure depuis plusieurs années, la Côte-d'Ivoire reste le pays le plus attractif pour les capitaux d'ici comme pour des capitaux venant de France, des États-Unis, du Liban ou d'ailleurs, ce n'est pas seulement en raison de ses richesses naturelles. Ces richesses naturelles ne valent que parce qu'il y a des travailleurs pour les mettre en valeur. C'est parce qu'il y a des ouvriers pour faire marcher les usines, des ouvriers agricoles pour entretenir les plantations, des travailleurs du bâtiment pour valoriser, en construisant, les terrains sur lesquels les requins de l'immobilier ont mis la main. C'est parce qu'il y a des petits marchands pour permettre aux pauvres de survivre, parce qu'il y a des petits planteurs grâce auxquels le cacao et le café rapportent des fortunes aux intermédiaires et aux notables du régime alors que les petits planteurs restent pauvres.

Alors, bien sûr, il faut rejeter tous ceux qui veulent nous opposer les uns aux autres et nous embrigader au nom d'une prétendue communauté ethnique ou d'une prétendue « ivoirité ».

Mais il faut surtout qu'au lieu de nous battre pour des intérêts qui ne nous concernent en rien, nous nous battions pour nos propres intérêts. Quelles que soient nos origines, notre intérêt c'est d'avoir un travail et un salaire qui permette de vivre. Il est de notre intérêt que les quartiers populaires d'Abidjan ne soient pas des cloaques, que nos logements ne soient pas des taudis infects. Il est de notre intérêt que nos enfants aient droit à l'éducation et, nous tous, à des soins convenables en cas de maladie.

Tout cela est possible. Que l'on ne nous dise pas que le pays est pauvre car nous avons devant nos yeux l'exemple aussi bien de grands groupes capitalistes que de petits profiteurs, ivoiriens ou pas, qui parviennent à s'enrichir, à vivre dans des résidences luxueuses, à se faire soigner dans des cliniques privées, à envoyer leurs gosses étudier dans les pays riches, où ils envoient par sécurité, aussi, leur argent volé aux plus pauvres. Si les richesses du pays profitaient à tous, si la production était faite en fonction des besoins de toute la population, la vie pourrait être vivable pour tous.

En Côte-d'Ivoire, comme ailleurs, la véritable ligne de partage passe entre classes sociales, entre la bourgeoisie possédante de toutes origines et les classes travailleuses qui l'enrichissent. C'est de cela qu'il nous faut être conscient et agir en conséquence.

## AU BORD DU PRÉCIPICE

Il était évident, depuis l'échec des audiences foraines, que les élections ne pourraient pas avoir lieu dans le temps imparti et que, le 31 octobre 2006, la situation serait à peu près la même que le 31 octobre 2005.

Aussi, depuis plus d'un mois, les organisations internationales se démènent-elles pour trouver une « solution » à la crise ivoirienne ou, plus exactement, pour trouver l'art et la manière de dissimuler qu'elles n'en trouvent pas.

Cela a commencé avec la réunion de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Abuja, au Nigeria, le 6 octobre 2006. Puis le relais a été passé au Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), le 17 octobre, à Addis Abeba, en Ethiopie. Une belle brochette de chefs d'Etat d'Afrique à chaque réunion, pérorant sur la situation en Côte-d'Ivoire, réglant des comptes entre eux. Leurs propres comptes comme ceux de leurs amis et protecteurs des grandes puissances impérialistes.

C'est ainsi qu'à la réunion d'Addis Abeba, la France a obtenu que Thabo Mbeki, réputé trop favorable à Gbagbo, démissionne discrètement de son rôle de médiateur au profit de Sassou N'Guesso. Du coup, *Le Patriote* titrait joyeusement « *Gbagbo perd le pouvoir* », pendant que *Notre Voie* criait au « *cafouillage* » et protestait.

Les propositions de l'Union Africaine ont quitté le sol africain pour aboutir à New York, au conseil de sécurité de l'ONU. C'était au tour des grandes puissances de se pencher sur la question !

Nouveaux conciliabules où la France, s'appuyant sur les propositions de l'Union Africaine, a essayé de faire passer une résolution qui, tout en confirmant la reconduction à la tête de

l'exécutif les duettistes Gbagbo et Banny, aurait donné à ce dernier plus de pouvoir et, surtout, les moyens de l'exercer. Mais la diplomatie française a trouvé sur son chemin non seulement la Chine et la Russie mais aussi les Etats-Unis. Ces derniers n'étaient pas fâchés de rendre à la France la monnaie de sa pièce pour son non-soutien à la guerre en Irak.

Autant dire que la Côte-d'Ivoire et, surtout, la vie de ses habitants était le cadet des soucis de ces messieurs les diplomates. La résolution finalement adoptée est assez ambiguë pour satisfaire tout le monde et se limite, en fait, à officialiser, au nom de l'ONU, la réalité sur le terrain.

### La montagne a accouché d'une souris !

Gbagbo est reconduit à la présidence, Konan Banny à la primature, avec obligation pour eux qu'ils organiseront « *promis-craché-juré* » des élections.

Et pendant que tournaient les moulins à paroles de la CEDEAO, de l'UA et de l'ONU, le pays reste coupé en deux, en état de paix armée, avec une véritable guerre civile suivant le moment et l'endroit, avec toutes les conséquences dramatiques pour l'écrasante majorité de la population, avec une vie économique ralentie, des usines fonctionnant à moitié ou pas du tout, la circulation des hommes comme des marchandises rackettés à la frontière des deux zones comme à l'intérieur de chacune d'elles.

Tout en critiquant la résolution de l'ONU, les deux camps se sont tout naturellement saisis de toute cette ambiguïté pour y trouver, chacun, ce qu'il avait envie d'y trouver.

Gbagbo a salué la résolution de l'ONU en se glorifiant d'une « *véritable bataille diplomatique* » qu'il aurait gagnée. Les Forces nouvelles se sont

félicitées de l'accroissement des prérogatives de Konan Banny.

*Fraternité Matin* titrait plus sagement « *Gbagbo-Banny : la poire en deux* », titre au fond pas très différent de celui du *Patriote* qui annonçait « *Gbagbo n'a pas gagné, Banny n'a pas perdu* ». En somme, rien n'a changé et l'épreuve de force continue.

L'épreuve de force continue

En fait, même si les prérogatives du Premier ministre ont été accrues, Gbagbo y a gagné de prolonger sa présidence d'une année supplémentaire sans aucune élection. Quant au pouvoir supplémentaire accordé à Banny, que vaut-il ? La résolution de l'ONU lui permet « *d'avoir autorité sur les forces de défense et de sécurité* ». Mais, en revanche, on lui a refusé « *le pouvoir de nomination aux emplois civils et militaires* ». Ce qui signifie qu'il ne peut pas se débarrasser de Mangou et de ses proches, nommés par Gbagbo et qui lui sont fidèles. Comme disait Banny, en pleurnichant à Addis-Abeba, « *Mangou ne me respecte pas* ». Eh bien, il continuera à ne pas le respecter. Ce qui signifie que, au Sud, c'est Gbagbo qui contrôle l'armée. Et, qui a les armes, a le pouvoir.

En somme, les pays africains comme l'ONU ont tout simplement donné un an de plus pour laisser les rapports de forces internes décider qui, de Gbagbo ou de Banny, l'emportera à la tête de l'exécutif et, surtout, comment se résorbera, si elle se résorbe, la scission entre le Nord et le Sud. Et si les rapports de forces n'évoluent pas plus cette année qu'ils n'ont évolué l'année précédente, ils s'en laveront les mains.

Bien sûr, l'éclatement du pays en deux fait désordre, et les soubresauts violents qui en résultent n'arrangent pas les affaires. Pour les groupes capitalistes qui tirent profit de la Côte-d'Ivoire, le temps de Houphouët-Boigny, l'unité du pays sous la férule d'un dictateur, était

certainement préférable à la situation d'aujourd'hui.

Mais ils n'ont pas le choix, à moins d'une intervention militaire massive qui coûterait cher et que personne n'a envie d'assumer. Et au profit de qui ?

Gbagbo ne plaît pas à Paris, du moins à Chirac. Mais Soro et le conglomérat qui l'entoure ne peuvent pas lui paraître plus fiables.

Aussi, la résolution de l'ONU en témoigne, les grandes puissances se font-elles une raison et se rabattent sur le statu quo et sur la division du pays. Du moins, pour un an de plus et, après, on verra bien.

Après tout, des pays coupés en deux, voire en plusieurs parties, en Afrique, il y en a d'autres ! L'unité de pays comme le Congo-Kinshasa, le Soudan et bien d'autres, est purement fictive. L'impérialisme se fait une raison, surtout lorsque, comme au Congo-Kinshasa, malgré le morcellement du pays, malgré les victimes innombrables, la guerre et la famine, malgré la situation catastrophique pour les classes populaires, l'exploitation du pays et de ses richesses naturelles continue.

C'est le cas d'ailleurs de la Côte-d'Ivoire. Même si l'économie est stagnante, même si le contexte politique a fait partir un certain nombre de petits profiteurs français, le pays continue à rapporter des profits confortables aux grands groupes dont les plus importants continuent à être les groupes français. Malgré l'état de guerre, l'exploitation continue aussi sur les grandes plantations qui ont les moyens d'acheter les « *corps habillés* » de la région, comme les milices. Pour tous ceux-là, la scission du pays est une gêne mais certainement pas une catastrophe.

Les puissances, grandes et petites, qui se penchent sur la « *crise ivoirienne* » depuis quatre ans, avec le résultat que l'on sait, préféreraient

seulement éviter l'état de guerre ouverte et le chaos. D'où la présence des troupes françaises et des troupes de l'ONUCI, d'où les zones tampons.

Les troupes de « l'opération Licorne », si elles sont là principalement pour préserver les intérêts de la France, elles sont là aussi pour jouer les gendarmes pour le compte de l'ensemble des puissances impérialistes. Il est significatif, par exemple, que, dans les marchandages à l'ONU au sujet de la résolution en cours d'élaboration, l'argument-choc de la délégation française a été, à en juger par ce que rapporte la presse, de menacer de retirer les 3 500 soldats de la « force Licorne ». La délégation américaine, encline à profiter de l'occasion pour gêner la diplomatie française, a fini par accepter un compromis devant cette menace, apparemment pour éviter que l'ONU ait à envoyer une troupe plus importante pour remplacer les troupes françaises, avec le coût que cela représente.

#### Comment pourront évoluer les rapports de forces ?

Si l'on considère uniquement le rapport des forces entre les deux armées, celle, officielle, de la FANCI et celle des « Forces nouvelles », pour instable qu'il soit, il peut très bien se prolonger. Apparemment, rien d'impératif ne pousse les « Forces nouvelles » à la reddition. Bien qu'elles dominent la partie la plus pauvre du pays, non seulement elles ont une population à racketter, mais elles ont apparemment mis la main sur des trafics de toute sorte en direction des pays voisins. Et elles trouveront toujours des armes auprès de marchands complaisants moyennant finances.

Il en va de même dans le Sud où, pour le moment en tout cas, Gbagbo semble tenir en main l'armée officielle.

L'avenir dira combien de temps durera cet équilibre des forces et comment il pourrait se rompre.

Un autre aspect du rapport des forces est le contrôle que Gbagbo exerce

sur l'armée. Il a soigneusement choisi le haut état-major pour qu'il lui soit fidèle. Cette fidélité perdurera-t-elle ? Le précédent de Guei rappelle que la fidélité du chef de l'armée à l'égard du président est une chose toute relative.

Mais Gbagbo a, aussi, pour lui les milices du FPI. Elles donnent au pouvoir les moyens de contrôler et d'encadrer la population. En outre, c'est aussi un moyen de pression sur l'armée elle-même, du moins sur le corps des officiers, non pas du fait de la force combattante que ces milices représentent car elles sont surtout courageuses vis-à-vis de la population désarmée—mais n'est-ce pas aussi vrai pour l'armée elle-même ?—, mais parce que, tout en servant de forces supplétives aux militaires, en défendant le pouvoir du clan Gbagbo, elles lui servent aussi de contrepoids.

Intervient aussi, dans le rapport de forces, la capacité des milices de Gbagbo d'encadrer la population ou, du moins, de l'impressionner.

Pendant plusieurs mois, les « sorbonnes » et autres « agoras » se sont multipliées, répercutant la propagande du régime auprès de la population et pesant d'autant plus sur cette dernière que les « jeunes patriotes » tenaient le haut du pavé. Mais il semblerait que les choses évoluent dans ce domaine.

D'une part, du fait que l'opposition elle-même—avec l'accord de sa direction ou pas— a mis en place des sortes de groupes d'autodéfense et que, lors des conflits du mois d'août au sujet des « audiences foraines », les milices gbagbistes ont été obligées de reculer à plusieurs reprises devant les jeunes du RHDP. Du coup, les déclarations de Blé-Goudé sont nettement moins guerrières qu'auparavant.

Et puis, l'actualité récente a fourni l'exemple de quartiers qui ont réagi violemment aux exactions de milices gbagbistes. Le 3 novembre, en particulier, les miliciens ont été chassés

de Yopougon-Azito par la population. Le FPI considère pourtant ce quartier comme un de ses fiefs. Mais la population, excédée par les rackets, les bastonnades et les viols, a réagi. Les jeunes du quartier ont pris d'assaut le camp des miliciens qui, malgré l'intervention en leur faveur des « *corps habillés* », ont dû être exfiltrés vers les écoles de police et de gendarmerie, après avoir laissé deux morts sur le terrain.

Ceux de Yopougon-Azito ne se laissent plus faire et ils ont raison.

Est-ce l'indication d'un changement d'attitude plus générale de la population ? L'avenir le dira, mais là encore, c'est un des éléments qui peuvent faire évoluer le rapport des forces.

L'aspect le plus dramatique de la situation pour la population ne réside pas dans la scission de l'armée elle-même, entre sa fraction qui occupe le Sud et celle qui occupe le Nord. Unie ou séparée, l'armée a toujours été non seulement une force de répression, mais une force de répression qui vit sur le dos de la population.

La menace principale demeure toujours celle d'une population divisée par la propagande ethniste du pouvoir, opposant ceux du Sud à ceux qui viennent du Nord ou des pays voisins. Dans certaines « *agoras* », on appelle ouvertement à l'achat de machettes. Et dans nombre de villages, se produisent

des conflits violents où les arguments ethnistes servent souvent à justifier des affrontements pour les terres.

Ses partisans poussent Gbagbo à se débarrasser de Konan Banny et à nommer lui-même un nouveau Premier ministre. Konan Banny n'est pas plus l'ami des classes populaires que les autres dirigeants en rivalité pour le pouvoir. Mais, si Gbagbo l'écarte alors qu'il a été investi par l'ONU et qu'il a le soutien de l'opposition, cela passerait pour une déclaration de guerre. Dans son discours du 7 novembre, Gbagbo a été très prudent. La « *consultation* » qu'il organise lui donne du temps pour mesurer le rapport des forces et compter ses alliés, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. En en juger par les premières consultations – les religieux ou encore le patronat et les confédérations – son entourage le pousse à la reprise de la guerre pour reprendre le Nord.

Il suffirait de bien peu de chose pour que le pays s'enfonce, de nouveau, dans un chaos aussi sanglant que stérile. Le pays reste au bord du précipice où l'a conduit la rivalité de ses dirigeants pour le pouvoir, avec la complicité des grandes puissances. Mais c'est aux classes populaires, toutes ethnies et toute appartenance politique confondues, que les dirigeants, du Sud comme du Nord, ont l'intention de faire payer le prix. A moins qu'ils en soient empêchés par une réaction de la population qui n'a rien à gagner et tout à perdre dans une nouvelle flambée de violences stériles.

#### FILIERE CAFE CACAO : CAISSE NOIRE DU POUVOIR

Les planteurs de l'ANAPROCI (Association Nationale des Producteurs de Café et de Cacao de Côte d'Ivoire) ont, le lundi 16 octobre, brûlé des sacs de cacao. Ils avaient avant cela bloqué les routes. Ils entendaient ainsi protester contre le bas prix du kilogramme de

cacao et ils en ont profité pour suspendre la vente du cacao et du café.

Entre autres revendications, ils demandent à l'Etat de baisser les taxes tel que le DUS (Droit Unique de Sortie) et la taxe d'enregistrement. Ils demandent à l'Etat de leur reverser 40 milliards sur la somme prélevée la campagne passée. Ils

veulent un prix bord champ qui tienne compte du coût de production. Ils veulent que le kilo de cacao soit payé 600 fcfa au lieu de 400 fcfa. Après discussion avec le ministre de l'Agriculture, ils ont suspendu leur grève.

A chaque campagne de café cacao, l'Etat prélève le DUS et la taxe d'enregistrement. Pour la campagne 2000/2001 alors que le prix d'achat bord champ était de 600 F, l'Etat prélevait 160 F comme taxes. Depuis 2003 le prix d'achat du kilo de café est de 400 F et les taxes s'élèvent à 220 F.

En plus, cette année, L'Etat a prélevé 20 milliards pour financer les structures étatiques.

En théorie ces prélèvements devaient lui permettre de faire des investissements et d'apporter une assistance technique ou financière aux producteurs. En réalité il n'en est rien.

On se rappelle qu'au début de son mandat, Gbagbo avait fait fermer la CAISTAB (Caisse de Stabilisation) qui avait été pendant longtemps la caisse noire de l'Etat d'Houphouët à Bédié. Il avait proposé à la place, des structures telles que la BCC (Bourse Café Cacao), le FDPCC, le FGCC (Fonds de Garantie pour le café cacao) et bien d'autres, sensées être gérées par les paysans eux-

mêmes. Il voulait, ainsi disait-il « *lutter contre l'appauvrissement des paysans* ». Mais si ces structures ont servi à quelqu'un c'est bien au pouvoir en place et aux gros producteurs de ces denrées. Ce sont eux qui en bénéficient le plus.

Les différents audits de ces structures ont donné comme résultat des gestions plutôt opaques. Il ne faut pas être sorcier pour deviner où va cet argent. Gbagbo et les siens se servent de cet argent comme s'en est servi en son temps Houphouët.

Avec la guerre, les structures ont donné plusieurs fois de l'argent à l'Etat sous le prétexte de participer à l'effort de guerre.

L'Etat se plaint aussi de ce que des planteurs aillent vendre leur production dans les pays voisins notamment au Ghana où le prix d'achat est plus élevé. Mais pour le petit producteur vendre son café ou son cacao en dessous d'un certain prix c'est carrément suicidaire.

Au total, ce sont les paysans que Gbagbo prétendait défendre qui restent toujours à la dernière marche.

Mais rien d'étonnant dans cette société capitaliste où ce sont les producteurs qu'ils soient ouvriers ou paysans qui triment pendant que les riches privilégiés et l'Etat à leur service ne se contentent que d'empocher le profit.

**LA CNPS FETE SES 50 ANS DE SERVICE,  
MAIS DE MOINS EN MOINS EN FAVEUR DES PETITS SALARIÉS**

La CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale) a 50 ans. Créée en 1956, elle a pour mission s'occuper des pensions de retraite, de l'assurance maladie des travailleurs du secteur privé. Elle assure légalement le salaire pendant le congé de maternité, etc.

Au cours de la cérémonie d'anniversaire, la direction de la CNPS a vanté les bonnes oeuvres de cet organisme. Il a aussi parlé des projets de la CNPS pour les années à venir, à savoir, la construction d'un nouveau siège, et d'autres acquisitions.

Pour avoir droit aux prestations citées, il faut au moins avoir cotisé pendant 10 ans et au plus 15 ans. Si jusqu'au début des années 1980, les travailleurs dans l'ensemble (ou tout au moins une bonne partie d'entre eux) étaient déclarés à la CNPS, cela n'est plus le cas depuis une vingtaine d'années. D'abord les entreprises privées, pour faire plus de bénéfices, préfèrent embaucher moins de travailleurs et tourner avec des travailleurs en contrat à durée déterminée. En plus, la légalisation de l'intérim, à travers des sociétés comme



RMO, ECOCI, permet aux entreprises d'avoir une main d'œuvre bon marché. Du coup elles ne sont plus obligées d'embaucher. Dans les usines, sur les chantiers de construction et dans les plantations, les entreprises recourent de plus en plus à des journaliers. Ces journaliers font souvent plusieurs années au sein de la même entreprise sans que leur statut ne change en celui de travailleur embauché.

Pour d'autres patrons, quand le cas devient fragrant ou quand les travailleurs exigent la déclaration à la CNPS, ils s'entendent avec la direction de la CNPS pour faire une « *déclaration commune* », c'est à dire un seul numéro pour plus de 500 travailleurs comme c'est le cas dans le secteur du bâtiment.

A tout cela il faut ajouter le caractère régressif du code du travail de 1995 actuellement en vigueur. Il précarise le travail à l'infini. Il permet de prolonger la période d'essai jusqu'à 2 ans au lieu de 3

mois auparavant. De plus, les patrons sont libres d'embaucher ou pas. Résultat, aucune entreprise ne veut plus embaucher après les deux ans. Elles ont ainsi une main d'œuvre qualifiée. Après un mois d'interruption le même travailleur est repris comme un nouveau postulant. Dans les zones industrielles, plus particulièrement celle de Yopougon qui regorge de petites boîtes, l'embauche des travailleurs est devenu un vieux souvenir.

Alors, il est bien de fêter les 50 ans mais les services que la CNPS est censé rendre aux travailleurs sont quasiment inexistantes. Elle, mais surtout l'Etat a les moyens d'imposer aux entreprises d'embaucher. Et l'Etat a les moyens de coercition pour le faire. Mais comme tout Etat bourgeois, il est au service de sa bourgeoisie et ne prendra jamais de telles initiatives. Bien au contraire, il cherche à rendre plutôt la main d'œuvre corvéable à souhait pour le patronat.

#### QUAND LE PRESIDENT DEMANDE AUX TRAVAILLEURS D'EPARGNER

Dans un discours adressé aux travailleurs lors de la « *journée mondiale de l'épargne* » Gbagbo disait ceci : « *les travailleurs doivent apprendre à épargner. Chaque fonctionnaire à la fin de sa carrière doit avoir sa propre maison* ». Mais de quels travailleurs parle-t-il ? De nous les travailleurs des usines et des bâtiments ? Et quoi épargner ? Nos salaires ne permettent pas de nourrir, de loger, de soigner et de scolariser correctement nos enfants. Très souvent, certains travailleurs sont obligés de s'endetter auprès des "margouillats" quand ils perdent un proche ou lorsqu'un membre de la famille est gravement malade. Le salaire est tellement petit, que certains travailleurs dont les domiciles sont éloignés de leur lieu de travail sont obligés de dormir sur leur lieu de travail les jours ouvrables pour ne rentrer que les samedis ou dimanches. Ceux qui ont la chance de loger à quelques kilomètres de leur lieu de travail, marchent pour se rendre à la maison après une journée harassante de travail. C'est cela la triste

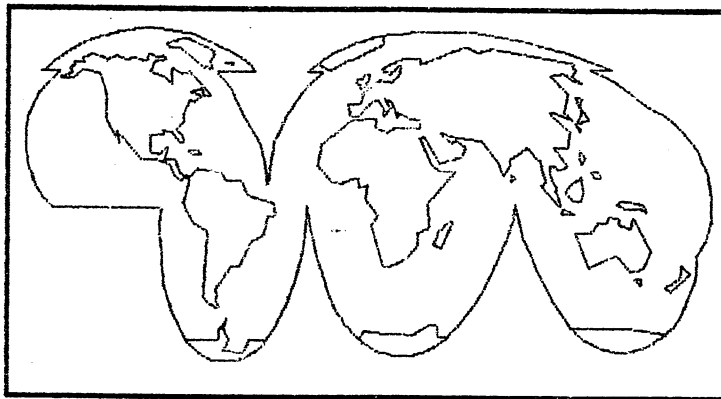
réalité des travailleurs dont les salaires ne leur permettent pas de vivre correctement. Quant à épargner ! C'est une moquerie et une insulte à l'endroit des travailleurs. Il faut d'abord augmenter les salaires.

Rappelons que quand Gbagbo était encore dans l'opposition, il y a sept ans de cela, il lui arrivait de temps à autres de dénoncer les bas salaires des travailleurs. Il disait qu'il fallait débloquer les salaires qui étaient bloqués depuis des années alors que le coût de la vie ne cessait d'augmenter. L'expression qui traduisait cette réalité était : « *le salaire a emprunté l'escalier et le coût de la vie a emprunté l'ascenseur* ». Gbagbo est arrivé au pouvoir mais en dehors des salaires des ministres, députés et autres galonnés et hauts cadres de l'Etat, rien n'a changé pour ce qui est des petits employés de l'Etat comme pour les travailleurs du secteur privé. Et pourtant, du fait de la guerre la situation s'est beaucoup aggravée pour ces derniers. Et

quand ceux-ci se mettent en grèves pour l'amélioration de leurs conditions de vie et demander des augmentations de salaires, si ce ne sont pas des promesses creuses et des paroles du genre : « le

pays est en guerre, ce n'est pas le moment de réclamer des augmentations », ce sont des menaces et des intimidations qu'ils reçoivent du gouvernement.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

# L E U R S O C I E T E

## EXCISION :

### LA BIENVEILLANCE CRIMINELLE DES DIRIGEANTS ET DES JOURNALISTES

Le département de Biankouman célébrait récemment une *fête de l'excision*. Le journal *Fraternité Matin* du 17 octobre relatait cet événement. L'auteur de l'article faisait état des réjouissances données à cette occasion sous forme d'invitations de parents et d'amis à des cérémonies. Cet article reportage était à la fois complaisant et critique à l'égard de cette pratique. Les intellectuels qui écrivent dans les journaux devraient pourtant combattre cela. Ce journaliste osait d'une part qualifier ce fatras rétrograde de « *cérémonie d'apprentissage de la vie et de la culture* ». D'autre part une ancienne exciseuse témoignait en condamnant la pratique.

L'excision est une mutilation sexuelle. En cela elle est absolument intolérable. Elle est pratiquée par les peuples de l'Ouest et du Nord. En plus d'être inadmissible, elle est très dangereuse : elle peut provoquer des hémorragies mortelles, transmettre des maladies graves et même le VIH SIDA. Elle peut aussi rendre stérile.

Devant les dangers auxquels elle expose les filles, les autorités se sont senties obligées, depuis une dizaine d'années, de faire semblant de lutter. Une

loi a même été votée dans ce sens. Sauf que dans la réalité l'Etat, sa justice, sa police, ainsi que tous ceux dont la parole et les actes peuvent compter, laissent faire. Les régions où cette pratique est la plus répandue ne font l'objet d'aucune campagne de lutte d'envergure. Elles continuent de s'adonner à ces actes. Leurs ressortissants le font même ici à Abidjan.

Il faut aussi dénoncer la complicité tacite des cadres et élus issus de ces régions qui sont souvent des « *intellectuels* ». Ils participent à ces cérémonies en s'abritant derrière la tradition, les coutumes. Ce qui est tout simplement criminel.

Sur le terrain, ce sont la plupart du temps, les ONG qui mènent les actions. Que peuvent-elles si les autorités ne leur viennent pas en aide ?

L'excision et toutes les mutilations sexuelles sont des actes barbares et une forme des plus révoltantes de l'oppression de la femme. Elles doivent être dénoncées, combattues, abolies, proscrites. Tous les individus qui font subir ou qui pérennisent ces atrocités, doivent être poursuivis.

### LE SECRETAIRE GENERAL DE DIGNITE EST AU SERVICE DU PALAIS PRESIDENTIEL, MAIS PAS DES TRAVAILLEURS

Dans le cadre des rencontres organisées par Gbagbo pour soi-disant trouver une solution de sortie de crise, le Secrétaire Général du syndicat Dignité, Mahan Gahé, a été reçu le 8 novembre par le chef de l'Etat pour parler au nom de son syndicat. Mais il n'a pas dit un

seul mot pour dénoncer les innombrables difficultés auxquelles les travailleurs sont confrontés depuis de nombreuses années. Il n'a rien dit sur leurs conditions de plus en plus difficiles depuis cette crise, ni sur le fait que les patrons leur font supporter toutes

# LEURS SOCIÉTÉ

les conséquences avec les licenciements abusifs, les contrats précaires, l'exploitation accrue, la baisse des salaires, etc.

Bien au contraire, à en juger par ses déclarations relayées par la presse, il n'a fait que donner son soutien à la politique ethniste et xénophobe des autorités actuelles. Quand il dit par exemple que tous les pays voisins sont contre la Côte d'Ivoire, il veut que cela soit compris comme si tous les ressortissants de ces pays vivant en Côte d'Ivoire sont à traiter comme des ennemis. Avec ce genre de discours il ne fait que renforcer la haine entre les populations, la méfiance entre les travailleurs qui vivent pourtant les mêmes difficultés face à la rapacité des exploiters. Lorsqu'il déclare que « *les entreprises licencient des travailleurs, des cadres pour les remplacer par des rebelles* », il fait sciemment de l'amalgame démagogique entre les travailleurs proprement dit et les hauts cadres et autres conseillers ministériels qui sont sous la tutelle des ministres de l'opposition qui préfèrent s'entourer des personnes de leur confiance comme le font par ailleurs les autres ministres qui ne sont pas de l'opposition.

Mahan Gahé se moque en réalité des travailleurs pour qui, manger chaque jour à sa faim est un problème. Il se moque des travailleurs qui ont vu leurs salaires baisser pour un surcroît de travail, qui chaque jour partagent les mêmes difficultés avec leurs frères de la sous région. Au lieu de leur expliquer que c'est tous ensemble qu'ils devraient s'organiser pour revendiquer des améliorations de leurs conditions d'existence, il ne fait que les diviser selon des critères qui n'ont pas à avoir lieu entre travailleurs.

Sous Bédié, Dignité avait incarné pour nombre de travailleurs, un syndicat radical. Il tranchait avec l'UGTCI (Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire) qui était à la solde de l'Etat. Dignité a favorisé la création de nombres de syndicats dans diverses branches d'activité et Mahan Gahé avait alors acquis un certain crédit auprès des éléments les plus combattifs de la classe ouvrière. Mais depuis l'accession de Gbagbo au pouvoir, Dignité a montré qu'il est le syndicat du FPI (comme l'était l'UGTCI par rapport au PDCI). Son Secrétaire Général est devenu un notable plus proche des préoccupations des dirigeants du régime que de celles des travailleurs.

## LES POPULATIONS DE NIANGON DISENT NON AUX MILICES GPP !

Les populations de Niangon, le 3 novembre, ont exprimé leur raz le bol face aux agissements des miliciens basés dans leur quartier. Ce n'est pas la première fois que cette milice fait parler d'elle. Tout a commencé le mercredi 1<sup>er</sup> novembre par un affrontement entre le GPP et "des forces de l'ordre". Dans la bagarre un milicien a perdu la vie. En représailles, les miliciens se sont attaqués aux biens des riverains en cassant voitures, stations services et autres. Les gens qui avaient le malheur

de se trouver sur leur route étaient aussi dépouillés de leurs biens et passés à tabac. Cela additionné aux exactions et rackets antérieurs a fini par excéder les habitants de ce quartier de Yopougon.

Pendant donc toute la journée du vendredi, les populations ont érigé des barrages à travers le quartier pour exiger le départ des miliciens de leur quartier. Les miliciens repliés dans leur lieu de cantonnement et narguant la population, ont été pris d'assaut. Après près

# L E U R S O C I E T E

de 4 heures d'affrontement et de course poursuite, le bilan fait état de quatre morts : deux miliciens brûlés vifs et deux habitants du quartier taillés à la machette. Il a fallu l'intervention "des force de l'ordre" (policiers, gendarmes et autres) pour exfiltrer les miliciens et les arracher à la vindicte populaire.

Il faut noter que cette localité est un bastion du FPI. Et pourtant le GPP,

l'une des milices du FPI à Abidjan y a été bouté par l'ensemble de la population qui en était excédée. Il faut être dans leurs sillages pour comprendre que loin d'être une quelconque protection ou assurance comme elles le prétendent, elles sont une source d'insécurité pour la population quelle qu'elle soit. C'est dire que même étant sympathisant du FPI, on n'est pas forcément à l'abri des agressions des milices.

## PENURIE DE GAZ A ABIDJAN : L'ETAT COMPLICE DU VOL DES REVENDEURS

Le charbon de bois et le gaz butane constituent les principaux combustibles pour les populations abidjanaises. Le second est devenu très rare depuis le mois d'octobre. Cette pénurie, due au retard d'approvisionnement des principaux fournisseurs selon le journal *Fraternité-Matin*, a été une occasion pour les revendeurs de voler la population en augmentant les prix sous l'œil complice du gouvernement. Ainsi, la petite bouteille de 13 litres qui coûtait entre 1500 F et 1700 F coûte aujourd'hui entre 2000 F et 3000 F ; la grande bouteille de 26,5 litres coûte entre 4500 et 5000f au lieu de 3500f. Dans certains endroits où le gaz butane est pompé, le litre varie entre 200 F et 250 F. Mais même à ce prix aussi exorbitant, il faudrait arriver au point de vente très tôt le matin pour avoir la chance d'être servi. Car les lieux de vente sont pris d'assaut dès 4 heures du matin par une foule compacte d'hommes et de femmes.

Et depuis que dure cette situation qui vient, non seulement, accentuer la

souffrance des travailleurs mais augmenter aussi leurs dépenses, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour y remédier. A cette augmentation vient s'ajouter l'augmentation du prix de la baguette de pain qui est passé de 125 F à 150 F, sans oublier toutes les augmentations passées ; à savoir le prix du ciment qui est passé de 2750 F à 4500 F, celui du sucre qui est vendu à 550 F le kg au lieu de 400 F le kg, le prix du litre d'huile coûte aujourd'hui 650f au lieu de 550 F et le prix du litre de carburant (gasoil) qui est passé de 470 F à 545 F entraînant du coup l'augmentation du prix des transports. A tout cela il faut ajouter les taxes sur le revenu et surtout la TVA, cet impôt que nous payons à l'Etat à chaque fois que nous achetons quelque chose au marché.

Alors, pénurie, surfacturation et prélèvements sous forme de taxes ; tout cela relève de la même logique celle qui consiste à dépouiller les classes pauvres au profit des privilégiés et des caisses de l'Etat.

# LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

## ABOBO : COUPURE D'EAU ET MEPRIS DE LA SODECI

Le mois dernier, pendant deux jours de suite, la Sodeci a privé d'eau une bonne partie des habitants de la commune d'Abobo. Elle justifie ce fait par une panne d'électricité sur leurs installations mais surtout elle s'en prend aussi à la population qui aurait cassé des tuyaux.

Cela fait cependant plusieurs mois que l'eau est devenue une denrée rare pour les habitants de la commune d'Abobo. Des coupures intempestives sont régulières. C'est souvent toute une journée sans une goutte d'eau dans le robinet. Ce qui oblige les femmes à parcourir des centaines de mètres, bassine sur la tête, enfant au dos, à la recherche d'eau. Et ceux qui n'en peuvent pas, sont obligés d'attendre jusqu'à très tard dans la nuit pour pouvoir s'approvisionner en eau qui souvent est de mauvaise qualité.

C'est à cette situation insupportable déjà connue que la coupure du mois dernier est venue s'ajouter. La particularité de cette dernière coupure est qu'elle était totale dans toute la commune sur au moins deux jours. Mais au lieu de présenter ses excuses à la population qui a tant souffert, la direction de la Sodeci, par la voix de son directeur d'exploitation, a plutôt préféré rejeter la responsabilité sur la population en l'accusant de vandalisme sur ses installations.

Ainsi, la Sodeci veut cacher ses insuffisances. Aujourd'hui la population d'Abidjan a plus que doublé. Il faut donc de nouvelles installations pour pouvoir satisfaire les foyers. Mais au lieu d'investir dans les infrastructures pour une meilleure production et une meilleure distribution de l'eau, la Sodeci se contente de ce qui existe et qui est devenu vétuste. D'ailleurs, en complicité avec l'Etat, la Sodeci a fait passer les frais d'installation du compteur d'eau qui était de 20 000 F à 185 000 F. Pour un travailleur qui touche le Smic qui est de 36 000 F par mois, c'est plus de 5 mois de son salaire. Alors comment pourra-t-il économiser pour avoir un abonnement ? Quand on sait que l'eau n'est pas un produit de luxe mais une nécessité pour la vie de l'homme, on ne peut que constater le manque de considération de nos gouvernants vis-à-vis de la population.

En attendant, chaque trimestre, les abonnés doivent passer à la caisse de la Sodeci, même s'ils n'ont pas été servis.

Et pendant que les coupures d'eau font des ravages dans les quartiers pauvres, les piscines et les arrosages des pelouses dans les quartiers dits résidentiels n'ont pas manqué d'une seule goutte et les voitures de luxe sont toujours propres et rutilantes. Il y a vraiment de quoi à être révolté.

## CHANTIER DU CENTRE AÉRÉ DE LA BCEAO A COCODY ABATA : LE MÉPRIS DES PATRONS PROVOQUE UN ACCIDENT GRAVE

Un accident qui a fait deux blessés graves s'est produit le 3 octobre, sur le chantier du Centre Aéré de la BCEAO.

Ce jour-là, l'entreprise "SUD CONSTRUCTION", par l'entremise d'une société de transit a fait venir un container

chargé de carreaux. Quelques travailleurs furent invités à faire le déchargement. Mais, sans même prendre des précautions, ni même contrôler l'arrimage du container qui en vérité était mal positionné, les patrons ont demandé aux

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

travailleurs de décharger le camion de moitié en prenant les carreaux d'un seul côté. Sciemment ou inconsciemment ils ont poussé les travailleurs à l'accident, parce que pour les patrons, ces travailleurs devaient décharger rapidement les carreaux pour ensuite retourner à leur poste habituel. C'est donc dans cette précipitation sous leurs engueulades où ils criaient : "vite, vite", que l'accident s'est produit. Le container s'est renversé sur un côté où le poids des carreaux pesait et les travailleurs qui s'y trouvaient ont tous été touchés. Deux d'entre eux furent grièvement blessés : L'un, le bras fracturé et l'autre, le crâne entaillé à deux endroits ainsi que les lèvres supérieures.

Mais malgré la gravité de l'accident où, l'un des blessés s'était évanoui, les patrons ont pris tout leur temps à chercher d'abord à situer les responsabilités au lieu de s'occuper des blessés. C'est enfin après plus de 1 heure et demi que le responsable de la société de Transit a pris les blessés dans un camion pour les transporter à l'hôpital.

Selon le témoignage des travailleurs, ce n'est pas le premier accident sur ce chantier. Mais à chaque accident, les patrons ont toujours été méprisants vis à vis des travailleurs.

Ceci est commun au secteur du bâtiment où des accidents de travail sont fréquents. Tout cela parce que les travaux se font dans des conditions archaïques et où les patrons refusent de prendre un minimum de précautions en matière de sécurité. Sur de grands chantiers où les ouvriers travaillent à des hauteurs de plus de 5 voire souvent 6 étages, il n'y a jamais de filet de sécurité, de casque, ni de chaussures de sécurité. Les travailleurs sont toujours livrés à eux mêmes en matière d'équipement pour leur sécurité. En plus, quand cela s'ajoute à des rendements élevés, les accidents ne peuvent que se multiplier.

Et quand ces accidents fréquents et graves arrivent, le seul engagement des sociétés du bâtiment est de déposer le travailleur dans un centre de santé et lui faire les premiers soins. Quant à ce que deviendra le travailleur dans l'avenir, c'est leur dernier souci.

Le secteur du bâtiment a besoin vraiment d'un minimum de garanties pour les travailleurs. Mais ça, ni le patronat, ni l'Etat à son service ne peut le faire. C'est pourquoi il est temps que les travailleurs se donnent la main, pour que tous ensemble, ils puissent imposer des conditions meilleures de travail.

---

### ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : TEMOIGNAGE D'UN JOURNALIER

---

*« Je suis journalier à la zone Industrielle de Yopougon depuis plusieurs années. J'ai effectué de petits contrats dans plusieurs petites boîtes avant de me retrouver chez Gandour.*

*Dans les petites boîtes où j'ai travaillé auparavant, la particularité est que nous travaillions souvent enfermés comme des prisonniers parce que les patrons craignent des contrôles d'impôts ou autres. Ainsi, ils nous exposent à des dangers comme c'était arrivé aux six*

*travailleurs de la boîte REDA, au Plateau. Quand l'entreprise a pris feu, ces travailleurs s'étaient trouvés coincés et ont tous périés dans les flammes, parce que le patron les enfermait à clé chaque jour avant d'aller faire ses courses.*

*C'est pourquoi quand on travaille dans ces petites boîtes, le seul rêve est de trouver un travail dans une grande boîte comme Gandour, Sivop ou Zénith etc. où on pense que la situation des travailleurs est meilleure.*

# LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Mais voilà, depuis que je suis à Gandour, cela fait plus de deux ans que je suis toujours en contrat. En effet, après deux ans de travail continu, on doit être embauché. C'est ce que dit la loi du travail en théorie. Mais les patrons eux, n'attendent pas que cette éventualité se produise. Ainsi, après un an ou à l'approche des deux ans, ils vous mettent à la porte pour ensuite vous réembaucher quelques mois après. C'est le cas aujourd'hui des milliers de travailleurs dans les usines. D'autres ont même fait plus de 6 ans dans la même boîte avec différents contrats.

Dans ma boîte, quand les commandes sont nombreuses, les patrons nous parlent d'embauche, une manière de nous pousser à produire plus. Parce qu'aux dires des patrons ce sont les plus forts « les vrais bosseurs » qui seront retenus. Et cette chanson d'espoir nous fait bosser comme des fous. Mais en fin de compte, il n'y a jamais eu d'embauches, du moins depuis que je suis là.

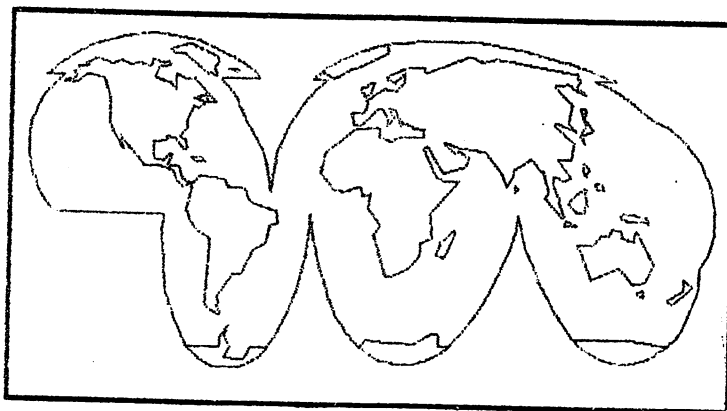
En plus de la précarité des emplois il y a aussi les conditions difficiles de travail. Nous travaillons avec des produits chimiques sans aucune protection. Les travailleurs qui sont au laboratoire (les laborantins) sont les plus exposés. Mais ce qui compte pour le patron c'est le rendement et non notre santé. C'est ainsi qu'à petit feu nous laissons jour après jour, notre vie dans ces usines.

Quant au salaire, il tourne autour de 50.000 F par mois soit entre 20 et 25 milles francs la quinzaine. »

Eh bien, ce que ce travailleur raconte ici n'est pas propre à Gandour seul. C'est le cas dans plusieurs entreprises comme Sivop, Zénith ou Afrique industrie où on travaille sans protection avec des produits pourtant dérivés du pétrole.

C'est ça la réalité que vit les travailleurs derrière ce rideau de fer qu'est la zone industrielle

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !



## CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.